



le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 1 avril 2023 N° 494 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal



Manifestation contre l'arrestation du journaliste Pape Alé Niang en novembre 2022 à Dakar.



Affrontement entre policiers et manifestants le 16 mars 2023 à Dakar, à l'occasion du procès de l'opposant Ousmane Sonko.

Démagogie sur la cherté de la vie et répression contre ceux qui ne marchent pas au pas

- [Sommaire au verso](#)

Sommaire

Éditorial

Sénégal : démagogie sur la cherté de la vie et répression contre ceux qui ne marchent pas au pas.

Page 3 **Mali** : interdiction de critiquer le pouvoir sous peine de prison !

Pages 4 à 7 **Côte d'Ivoire**

▶ Face aux capitalistes et à leurs larbins, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.

▶ Bientôt le bal des caïmans, ils ont commencé à fourbir leurs crocs !

▶ Un drame à mettre sur le compte de l'avidité patronale.

▶ Adjahui : les travailleurs disent non à l'augmentation du coût de la traversée en pinasse.

Pages 7-8 **Madagascar** :

Pour détourner la colère des victimes de la crise, les dirigeants cherchent des boucs émissaires.

Pages 8-9 **France** : continuer la lutte, nombreux et déterminés !

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

SÉNÉGAL : DÉMAGOGIE SUR LA CHERTÉ DE LA VIE ET RÉPRESSION CONTRE CEUX QUI NE MARCHENT PAS AU PAS

L'année dernière, alors que la population faisait face à la flambée des prix des denrées alimentaires, des loyers, du carburant et des prix du transport, Macky Sall avait promis de prendre « 55 mesures » pour lutter contre la cherté de la vie. Parmi ces mesures il y avait, la baisse des loyers et des prix de certaines denrées de base comme le sucre, le riz, l'huile le lait et autres produits. Plusieurs mois ce sont écoulés depuis cette annonce, mais les prix n'ont cessé de grimper.

Les travailleurs dont les salaires sont restés bloqués alors qu'ils ne permettaient déjà pas de joindre les deux bouts avant la flambée des prix, sont obligés de sauter le repas de midi et se contenter d'une simple bouillie pour tenir au travail. À cause des loyers devenus exorbitants, les familles des classes populaires sont obligées de déménager vers des banlieues éloignées, mais cela augmente le prix du transport, donc des dépenses supplémentaires. C'est un cercle infernal dans lequel sont enfermées les classes populaires urbaines.

Dans les campagnes, les petits paysans vivent aussi dramatiquement la cherté des denrées autres que ce qu'ils produisent dans leurs champs. Pour acheter du sucre, de l'huile, de la farine, du pétrole et autres produits industriels, ils doivent se démener pour gagner un peu d'argent en vendant leurs produits à des collecteurs qui travaillent pour des grossistes. Avec leurs maigres recettes gagnées au prix d'énormes efforts, ils ne parviennent pas à faire face au renchérissement des produits qu'ils sont obligés d'acheter auprès des commerçants. Ils s'enfoncent inexorablement dans une misère toujours plus profonde. Dans ces conditions, le moindre aléa climatique devient une tragédie.

Pour les petites gens qui vivent essentiellement de la pêche le long des côtes, la situation n'est guère meilleure. Les pêcheurs qui survivaient en risquant leur vie sur des petites pirogues le long des côtes ne trouvent plus assez de poissons pour faire vivre leurs familles à cause de gros bateaux de pêche raflant tout sur leur passage. Ces bateaux appartiennent à de grandes sociétés de pêche industrielle et celles-ci ne sont pas du tout inquiétées pour les ravages qu'elles causent car elles bénéficient d'une sorte d'impunité en échange de dessous de table mais aussi du fait de l'incapacité de l'État sénégalais à contrôler son aire maritime.

Cette raréfaction du poisson proche des côtes pousse les petits pêcheurs à s'aventurer toujours plus loin et cela se traduit par plus d'accidents et de morts par noyade. De

nombreux pêcheurs en détresse sont contraints d'abandonner cette activité et viennent grossir le nombre de chômeurs et de candidats à l'émigration vers l'Europe ou ailleurs.

Ce sont des millions de personnes faisant partie des classes populaires qui se trouvent ainsi dans une situation de détresse en ville, à la campagne et le long des côtes. Mais leur triste sort ne fait pas partie des préoccupations du pouvoir de l'actuel président Macky Sall. Actuellement, son souci principal est de s'accrocher au pouvoir et de trouver éventuellement le moyen de faire un 3^{ème} mandat présidentiel. Il fait tout pour bâillonner les journalistes et les médias qui osent le critiquer. Certains journalistes ont été condamnés et emprisonnés pour des motifs complètement bidon. Ousmane Sonko, le principal adversaire politique de Macky Sall est aussi poursuivi pour diffamation, viol, insultes, etc.

Ces derniers mois, de nombreuses manifestations de l'opposition ont été interdites mais cela n'a pas empêché des dizaines de milliers de personnes, principalement des jeunes, de sortir de nouveau dans la rue le 14 mars dernier, deux jours avant le 2^{ème} procès d'Ousmane Sonko. Il y a eu des affrontements violents avec les forces de l'ordre. Le procès a été reporté au 30 mars mais de nouvelles manifestations ont eu lieu. Dakar a tourné au ralenti, de nombreux commerçants ont préféré fermer leurs boutiques, les transports publics suspendus et les écoles fermées. La date du début des vacances scolaires d'avril a été avancée de quelques jours pour obliger les élèves à rentrer chez eux.

Ce que craint le gouvernement sénégalais ce n'est pas l'opposant Ousmane Sonko mais essentiellement la colère d'une partie de la population, notamment celle de la jeunesse, qu'il cristallise actuellement. Cette colère pourrait devenir contagieuse, dans les quartiers populaires, la moindre étincelle est une menace d'embrasement. Le gouvernement et les habitants de ces quartiers ont encore en mémoire les émeutes de mars 2021 et les affrontements avec les forces de l'ordre qui ont duré plusieurs jours et qui ont fait beaucoup de victimes et de dégâts importants.

Jusqu'ici la classe ouvrière de ce pays subit la crise économique et fait le dos rond. Les salaires sont bloqués depuis des années malgré les hausses de prix en cascade. La pression du chômage est telle que l'écrasante majorité des travailleurs n'ose pas se mettre en grève pour réclamer des augmentations de salaire. Mais les principales centrales syndicales qui ont pignon sur rue ne proposent pas non plus de ripostes collectives pour encourager les travailleurs à entrer en lutte. Les dirigeants de ces centrales, quand ils ne sont pas de simples courroies de transmission à la solde du pouvoir, sont plus préoccupés par le financement de leur boutique et les privilèges qu'ils en tirent que par le sort de la classe ouvrière. Mais à force de rester sourd devant la détresse des familles ouvrières, le gouvernement de Macky Sall et les gros actionnaires des usines qui exploitent les travailleurs pour tirer le maximum de profits sur leur dos, finiront par récolter la colère qu'ils méritent.

Mali

INTERDICTION DE CRITIQUER LE POUVOIR SOUS PEINE DE PRISON !

Les colonels au pouvoir à Bamako ne supportent aucune voix dissonante ni dans les journaux ni sur les réseaux sociaux. Tous ceux qui sont soupçonnés de ne pas s'aligner derrière le pouvoir sont surveillés de près et à la moindre critique sont sévèrement répri-

més. Les inculpations et les arrestations se multiplient. C'est le cas de Ras Bath, un chroniqueur de radio privée et de la blogueuse Rokia Doumbia (surnommée « Rose vie chère ») connue pour ses prises de position contre la cherté de la vie et la corrup-

tion. Le premier est accusé d'«*association de malfaiteurs* » et d'«*atteinte au crédit de l'État* ». Il a déjà écopé de plusieurs mois d'emprisonnement au début de la Transition (entre décembre 2020 et avril 2021) et aussi en 2016 sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta. Quant à la blogueuse, elle est accusée d'«*incitation à la révolte* » et d'«*outrage et violences envers le chef de l'État* ».

Le président du Parti social-démocrate africain (PSDA), sera devant le juge le 5 avril 2023 pour des propos jugés «*insultants à l'endroit des autorités de transition, notamment du Premier ministre par intérim* ». Son parti est menacé de dissolution.

Le chef de la junte, Assimi Goïta cherche à se donner l'image d'un démocrate et envisage de devenir président en procédant à des élections, mais personne n'est dupe surtout dans un pays comme le Mali qui a connu 5 coups d'État militaires depuis son indépendance, sans compter les tentatives qui ont échoué ! Connaissant cela, Assimi Goïta n'ignore pas les dangers qui le guettent du côté de ses propres amis galonnés, mais il craint aussi une explosion de colère de la population à bout de nerf à cause de la vie chère et de la corruption qui gangrène tout

l'appareil d'État. C'est pour cette raison qu'il procède à des arrestations et des menaces contre ceux qui par leurs paroles pourraient mettre le feu aux poudres.



Un marché à Bamako. Les prix des denrées s'envolent mais les salaires des travailleurs ne suivent pas.

Côte d'Ivoire

FACE AUX CAPITALISTES ET À LEURS LARBINS, LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES

En ce moment, les préoccupations des travailleurs et de tous ceux qui n'ont que leurs bras pour gagner leur vie, c'est avant tout de pouvoir joindre les deux bouts. Mais comment y arriver avec toutes ces augmentations de prix en cascade qui viennent à tout moment aggraver notre situation ? Tout dernièrement, ceux du quartier d'Adjahui ont vu le prix de la traversée en pinasse doubler du jour au lendemain, passant de 100 à 200 Fr. Il a fallu la colère des usagers pour que les exploitants soient contraints de revenir à l'ancien prix.

En face, les salaires ne suivent pas. Alors, il faut compter le moindre franc qu'on dé-

pense et se montrer vigilant pour ne pas être grugé par son employeur qui aurait «*oublié* » un pointage, comme cela arrive souvent. Il faut aussi se battre pour faire valoir ses droits face aux exploiters. Combien d'entre nous n'avons toujours pas reçu les 15.000 francs d'augmentation du Smig officiellement en vigueur depuis le début du mois de janvier 2023 ? Exploiteurs, les patrons le sont tous, mais nombre d'entre eux sont en plus des voleurs et des escrocs ! D'ailleurs, même les 15.000 Fr accordés par le gouvernement en guise de revalorisation du Smig ne sont qu'une misère face à la cherté de la vie. Seule une lutte collective des travailleurs peut obliger le gouverne-

ment et le patronat à revoir cette augmentation à la hausse à la mesure des augmentations des prix que nous subissons.



Travaux de construction sur l'axe Abidjan - Dabou -
Sassandra - San Pedro - Tabou.

Pendant ce temps, les politiciens au pouvoir comme ceux de l'opposition sont plus préoccupés par la préservation de leur fauteuil ou de la manière de ravir celui de leurs rivaux à l'occasion des élections régionales, municipales et sénatoriales qui auront lieu dans

BIENTÔT LE BAL DES CAÏMANS, ILS ONT COMMENCÉ À FOURBIR LEURS CROCS !

En octobre, vont se tenir les élections municipales en Côte d'Ivoire. En prévision de cela, les trois grands partis ont commencé à battre le rappel de leurs troupes.

Le PDCI, ancien parti unique au pouvoir de 1960 à 1993, a tenu le jeudi 30 mars son septième congrès extraordinaire dans leur siège d'Abidjan. Le lendemain, c'est le PPA-CI, le nouveau parti de l'ancien président Laurent Gbagbo qui a rassemblé ses partisans pour célébrer la 1^{ère} Fête de la « renaissance », commémorant sa libération de la prison de la Hayes. Un second rassemblement est prévu pour le samedi 1^{er} avril au Palais des sports de Treichville.

Le RHDP, le parti au pouvoir, n'est pas en reste. Il prévoit un rassemblement pour le 11 avril à l'hôtel du Golf : « une journée du souvenirs », pour commémorer leur prise du

quelques mois. Ils nous abreuveront de leur démagogie et de leurs promesses de toutes sortes. Nous aurons à nous en méfier car ils n'hésiteront pas à nous opposer les uns contre les autres pour parvenir à leurs fins.

Certains nous disent que les habitants d'une « nation » ont les mêmes intérêts, on voit clairement qu'ils mentent ! Les uns, en l'occurrence nous les travailleurs, nous vendons notre force de travail tandis que les autres, les capitalistes, l'achètent pour en tirer profit. Les premiers créent les richesses par leur travail, les seconds se les accaparent. Alors, non, nous n'avons pas les mêmes intérêts et n'en déplaise à ces démagogues, nous ne devons pas mélanger les torchons et les serviettes ! Les travailleurs ne peuvent compter que sur leur force collective et leur capacité de s'organiser pour défendre leurs intérêts contre leurs exploiters et contre le gouvernement et les politiciens à la solde de ces derniers.

pouvoir et certainement aussi la chute de Gbagbo.

À quelques six mois des futures municipales, toutes les occasions sont bonnes pour mobiliser et resserrer les rangs de leurs militants.

L'angoisse commence déjà à prendre dans la population à Abidjan. Nombre de parents prévoient de mettre leurs progénitures à l'abri loin d'Abidjan à l'approche de ces élections. Le souvenir des bagarres sanglantes que se sont livrées les dirigeants de ces trois partis est encore vif dans les mémoires des habitants de ce pays. Certes, les protagonistes ont vieilli entre temps mais le mauvais vin ne se bonifie pas en prenant de l'âge, dit-on. Les populations ont raison de se méfier. On a vu qu'eux et leurs clans respectifs sont capables de tout pour accéder ou se maintenir à la mangeoire.

UN DRAME À METTRE SUR LE COMPTE DE L'AVIDITÉ PATRONALE

Récemment, un travailleur journalier a trouvé la mort par électrocution dans l'usine de

fabrication d'eau minérale, Olgane, située à Bonoua. Ayant pris le service le matin, il a

signalé un problème électrique, une mauvaise masse au niveau de sa machine. Une direction un peu responsable aurait fait arrêter le travail immédiatement, le temps que le problème soit entièrement résolu. Oh que non, le travail a continué ! C'est ainsi que ce qui devait arriver arriva, le travailleur a été électrocuté et projeté, il est mort sur le coup.

La direction, non sans verser quelques larmes de crocodile, a annoncé une enquête

ADJAHUI : LES TRAVAILLEURS DISENT NON À L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA TRAVERSÉE EN PINASSE

Adjahui est un village Ébrié de la commune de Port-Bouët, pas très loin de l'aéroport d'Abidjan. La majorité des habitants sont des ouvriers et de petits vendeurs. L'accès à l'eau potable et à l'électricité y est difficile. Pour se rendre dans ce quartier, le chemin le plus court est par la voie lagunaire. Elle est exploitée par différents propriétaires de gares : Azia, Bia-sud, Chap-chap, Étage rouge, Marie-claire, Débordo, etc.



Une pinasse transportant des passagers sur la lagune d'Abidjan.

Le lundi 20 mars, les propriétaires de pinasses ont augmenté le coût de la traversée, passant de 100 Fr à 200 Fr. Ils ont justifié cette augmentation par la hausse du prix du carburant et par les « réformes » exigées par la marine nationale en matière d'équipements et d'aménagements des pinasses. Dans tous les cas, cela n'a pas convaincu la population d'Adjahui qui s'est soulevée comme un seul homme, pour dire non à cette augmentation.

pour situer les responsabilités. Mais pas besoin d'enquête pour se rendre compte que la responsabilité de cette direction crève les yeux. Mais en pareille circonstance, ils sont rarement inquiétés.

Pour les patrons, les travailleurs ne sont que de la chair à exploiter. C'est à nous de nous organiser pour mettre fin à cette situation révoltante qui nous coûte la vie!

La situation a dégénéré à la gare lagunaire « Étage rouge » lorsqu'une vendeuse de ticket a rétorqué à une passagère que si elle n'avait pas les 200 Fr pour s'acheter le titre du transport elle n'avait qu'à rentrer chez elle. La passagère lui a répondu par une gifle. Ainsi commença la bagarre entre les passagers et les gestionnaires de cette gare de pinasse. Ces derniers avaient déjà pris soin de mettre en place une équipe de sécurité pour faire appliquer la nouvelle règle tarifaire. Cette passagère fut bastonnée par les agents de la sécurité, ce qui a élevé le niveau de la révolte. Du coup, toutes les gares ont été attaquées par un groupe de femmes déterminées ainsi que des jeunes. La chefferie du village a été assiégée durant deux jours par les femmes opposées à cette augmentation.

Toutes les gares ont été fermées. Les propriétaires de pinasses ont évacué leurs embarcations au milieu de l'eau de peur qu'elles soient brûlées. Ils ont appelé la police à la rescousse. Ce fut alors un affrontement entre les habitants et la police qui a fait usage de gaz lacrymogène. Cela a duré deux jours.

Ainsi, le lundi 20 et le mardi 21 mars, des élèves n'ont pas pu se rendre à l'école, de même que certains travailleurs et petits vendeurs qui devaient aller chercher leurs marchandises. La voie terrestre passant par l'aéroport est un parcours du combattant. Certains ont marché près de 10 km ;

d'autres ont été aidés par des camions bennes.

Cette situation a causé la mort de deux collégiens qui ont voulu traverser à la nage pour rentrer chez eux.

Finalement, les propriétaires des pinasses ont reculé devant la mobilisation, comme en 2016 lorsqu'ils ont voulu faire une augmentation de 50 % sur les tarifs de transport. Cela montre que la mobilisation est payante.

Madagascar

POUR DÉTOURNER LA COLÈRE DES VICTIMES DE LA CRISE LES DIRIGEANTS CHERCHENT DES BOUCS ÉMISSAIRES

Le monde du travail est frappé de plein fouet par l'inflation : pendant que l'Ariary (monnaie nationale) dégingole, les salaires ne sont pas indexés sur les prix. Actuellement il ne se passe pas de semaine sans que les prix des denrées de base ne montent en flèche sur les étals des petits vendeurs des marchés, devenant hors de portée pour les familles modestes. L'ambiance est « chaude » dans tout le pays, à commencer par les grandes villes, la crise économique pourrait déboucher rapidement vers une explosion de colère de la population pauvre.

Les gens qui dirigent le pays sont, comme partout ailleurs, au service des riches et des possédants. Andry Rajoelina n'a aucun moyen d'éviter la crise, son objectif est de se maintenir coûte que coûte au pouvoir pour gouverner au mieux dans le sens des intérêts des riches capitalistes, pourvu que son clan et lui puissent continuer à s'en mettre plein les poches avec l'argent de la corruption.

Il vient récemment de procéder à un mini remaniement ministériel allant dans le sens d'un durcissement. Il y avait déjà pas mal de képis et de galonnés dans les allées du pouvoir, il en a rajouté : un colonel de gendarmerie vient d'être nommé ministre des Travaux publics ; le rôle qui lui a été dévolu est de mener à la baguette les travailleurs relevant de son ministère mais aussi de disperser par la violence les gens qui encombrant les ruelles et leurs abords, chassés de leur domicile par la misère, la sécheresse, les inondations et les cyclones.

La militarisation et la répression ne s'arrêteront pas aux portes des villes puisqu'une intense opération de « sécurisation des routes » est en cours. Beaucoup de personnes en errance, qui ne possèdent pas forcément de pièces d'identité, sont arrêtées, accusées à tort et à travers d'être des « dahalo », des « malaso » (sortes de bandits coupeurs de routes).



Inondation dans un bas quartier d'Antananarivo.

Non à la mise à l'index des plus vulnérables, liberté de circulation et d'installation pour tous !

Parmi les populations les plus en difficulté il y a les natifs de l'Androy, région en voie de désertification située dans le Sud-ouest. En proie à la famine endémique consécutive aux nombreuses années de sécheresse, beaucoup d'entre eux émigrent vers les grandes villes dans lesquelles ils exercent les boulots les plus ingrats et les plus mal rémunérés.

Souvent lorsqu'une personne est agressée, lorsqu'un vol ou un attentat est commis, ce sont ces migrants du Sud qui sont pointés du doigt. Le climat de psychose savamment entretenu par les classes riches et par les autorités s'amplifie par la rumeur. Voici ce qui s'est produit fin mars à Mahajanga. Le gouverneur de la région de Boeny, le préfet de la ville ainsi qu'un député du district, ont convoqué d'urgence les représentants des natifs de l'Androy et les ont sommés de rassembler leurs membres afin, ont-ils dit, « de coopérer avec les leaders et la police locale pour rétablir la paix qui existait ici auparavant ». L'affaire est en cours, cela peut

s'arranger à l'amiable, cela peut aussi se terminer par des passages à tabac, des arrestations plus ou moins arbitraires et des amendes.

L'actuel président Andry Rajoelina ainsi que les autres leaders en compétition préélectorale sont trop rusés pour se salir personnellement les mains, ils peuvent même faire mine de s'en offusquer. Pour ne pas se mettre à dos des électeurs potentiels, ils laissent le sale boulot à des subalternes. Il n'en reste pas moins que le système qu'ils dirigent ou cherchent à diriger, est fondamentalement anti-pauvres.

France

CONTINUER LA LUTTE, NOMBREUX ET DÉTERMINÉS !

C'est finalement par le truchement de l'article 49.3 de la constitution française que Macron a fait passer sa réforme des retraites qui allonge l'âge de départ à la retraite des travailleurs de 62 à 64 ans. Une loi scélérate dénoncée par des millions de travailleurs depuis plusieurs mois dans les rues. Nous publions ci-après l'éditorial de l'hebdomadaire de nos camarades de Lutte Ouvrière le 31 mars 2023.

En recourant au 49.3 et en étalant sa morgue, Macron a donné un second souffle à la mobilisation. Depuis ce moment, les manifestations spontanées, les rassemblements de soutien aux grévistes des raffineries ou du nettoyage, les distributions de tracts et les débrayages dans les entreprises se multiplient.

Les journées de jeudi 23 et mardi 28 ont confirmé ce regain de colère. Après plus de deux mois de contestation et dix journées de mobilisation, les cortèges ont partout été massifs et renforcés par la présence de la jeunesse, atteignant parfois un record de participation. Tous ceux qui ont manifesté étaient fiers de répondre comme il le fallait au passage en force de Macron.

Le retour des black blocs a nourri les chaînes de télévision, avides d'images spectaculaires. Pour ces chaînes, qui appartiennent pour la plupart à la grande bourgeoisie et servent ses intérêts, c'était l'occasion rêvée pour dénigrer la mobilisation, assimiler les manifestants à des casseurs et surtout faire peur. Autrement dit, pour servir la soupe à Macron.

Mais l'essentiel à retenir, ce ne sont pas les poubelles en feu et les affrontements avec les forces de répression en marge des cortèges syndicaux. Le plus important est que le sentiment d'injustice et de colère grandit dans le monde du travail. C'est que de plus en plus de travailleuses et de travailleurs rejoignent la mobilisation et s'opposent à la politique férocement antiouvrière du gouvernement et du grand patronat.

La grève des éboueurs en est le symbole. Bas salaires, absence de reconnaissance, mauvaises conditions de travail, faibles possibilités d'évolution... les éboueurs représentent une des catégories les plus exploitées du monde ouvrier. Eh bien, ils nous montrent comment relever la tête !

Ils nous rappellent la force que représentent les travailleurs qui font tourner la société. Une minorité richissime peut trôner au sommet et acheter à peu près tout ce qu'elle veut grâce à ses milliards, mais s'il n'y a personne pour ramasser ses poubelles, son monde peut vite devenir un enfer.

La radicalité n'est pas de mettre le feu aux poubelles, c'est de ne pas les ramasser tant que les travailleurs n'ont pas obtenu satisfaction. Pour se faire respecter, à la fois de Macron et du grand patronat, rien n'est plus radical et efficace que de se mettre en grève, d'arrêter la machine à profits des capitalistes et d'occuper les lieux de travail.

Le pouvoir mise sur la répression, les coups de matraque, les violences policières et les réquisitions de grévistes pour mettre un terme à ce mouvement. Cela lui serait impossible avec une grève se propageant à toutes les entreprises. Aucune compagnie de CRS ne serait en mesure de déloger les millions de grévistes et encore moins de les remplacer à leurs postes de travail.

C'est la grève qui peut nous donner la force de faire plier Macron. Pour l'instant, il joue les inflexibles. Il a néanmoins dû renoncer aux fastes de Versailles et au dîner royal prévu avec Charles III. Pour le reste, il n'a pas bougé d'un centimètre. Il s'est même moqué des chefs syndicaux en se disant à leur disposition pour discuter de tout, sauf de la retraite à 64 ans !

Son attitude ne s'explique pas seulement par une mégalomanie aiguë. Macron est dans son rôle. Il gouverne pour la bourgeoisie, c'est-à-dire contre les travailleurs.

Macron l'a expliqué dans son interview au journal télévisé : « *Il n'y a pas 36 solutions pour équilibrer le régime des retraites.* » C'est vrai, il y en a deux : faire payer la grande bourgeoisie dont les coffres forts débordent ou prendre sur la retraite des travailleurs.

Alors, le bras de fer est là, il faut le mener jusqu'au bout. Le combat n'est pas facile car la bourgeoisie, même richissime, est déterminée à ne rien céder. Malgré des profits et des dividendes record, elle est toujours sur le pied de guerre pour aggraver l'exploitation, baisser les salaires et écraser les droits des travailleurs. Car il lui faut conserver son rang, et donc accumuler toujours plus et plus vite que ses concurrents, cela dans une situation économique qui se tend avec la crise, les faillites bancaires et les menaces de guerre.

Alors, oui, la bourgeoisie et Macron ne veulent pas céder. Eh bien, à nous de faire preuve d'autant de détermination dans le combat !

Avec cette contestation, une brèche a été ouverte. Profitons-en pour nous regrouper et exprimer nos revendications dans chaque entreprise. Partout, discutons et organisons-nous. Et continuons de nous retrouver le plus nombreux possible dans la rue.

Ce que le gouvernement fait, les travailleurs en grève peuvent le défaire !



Des travailleurs manifestant contre l'allongement de l'âge de départ à la retraite.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir